



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'OISE

Arrêté mettant en demeure la société Huttenes Albertus de respecter certaines dispositions applicables à son établissement de Pont-Sainte-Maxence.

LE PREFET DE L'OISE

Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, modifié par décret n° 2010-146 du 16 février 2010 ;

Vu les actes administratifs réglementant le fonctionnement de la société Huttenes Albertus sur la commune de Pont-Sainte-Maxence, ZI de Pont Brenouille, et en particulier l'arrêté préfectoral du 18 juin 2013 ;

Vu l'article 7.7.5 de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2013 susvisé qui dispose : « L'exploitant réalise avant le 31 décembre 2014 une étude technico-économique portant sur la réduction du risque de ses installations visant notamment à :

- automatiser la MMR 4 des phénomènes dangereux 13 et 14 (sécurité de niveau haut des cuves de stockage) ,
- automatiser la MMR 7 des phénomènes dangereux 19 et 20 (sécurités de pression et température hautes du milieu réactionnel),
- mettre en place un système incendie d'extinction automatique dans l'atelier résines, sur l'aire de rétention TMD, sur les rétentions des cuves aériennes de stockage matières premières et sur l'aire de stockage des emballés. »

Vu les éléments transmis à l'inspection des installations classées par la société Huttenes Albertus par courrier du 22 décembre 2014 et par courriel du 20 mars 2015 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 22 avril 2015 conformément aux articles L.171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observation de la société Huttenes Albertus faisant suite à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que les documents envoyés par l'exploitant par courrier du 22 décembre 2014 et par courriel du 20 mars 2015 ne répondent pas aux dispositions demandées par l'article 7.7.5 de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2013 susvisé ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 7.7.5 de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2013 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Huttenes Albertus de respecter les prescriptions de l'article 7.7.5 de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2013 précité ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires de l'Oise,

## **A R R Ê T E**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

La société Huttenes Albertus, exploitant une installation de fabrication de résines à Pont-Sainte-Maxence, ZI de Pont Brenouille, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 7.7.5 de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2013, dans les conditions suivantes :

- dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté : transmission des études technico-économiques à l'inspection des installations classées (automatisation des MMR 4 et MMR 7). A minima, ces études devront comporter un descriptif précis des installations en cause avec plans, la description du fonctionnement actuel des installations, l'étude de l'automatisation envisagée, le principe futur de fonctionnement, les dispositifs de sécurité, les consignes de sécurité, etc ....., prévues ;
- sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté : transmission à l'inspection des installations classées de l'étude technico-économique de mise en place d'un système incendie d'extinction automatique dans l'atelier résines, sur l'aire de rétention TMD, sur les rétentions des cuves aériennes de stockage de matières premières et sur l'aire de stockage des emballés.

### **ARTICLE 2 :**

Dans le cas où cette obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 3 :**

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise.

**ARTICLE 4 :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Senlis, le maire de Pont-Sainte-Maxence, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie, le directeur départemental des Territoires de l'Oise et l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **1-8 JUIN 2015**

Pour le Préfet et par délégation,  
le secrétaire général

  
Julien MARION

**Destinataires**

Monsieur le directeur de la société Huttenes Albertus

Monsieur le maire de Pont-Sainte-Maxence

Monsieur le sous-préfet de Senlis

Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie

Monsieur l'inspecteur de l'environnement

s/c de Monsieur le chef de l'unité territoriale Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie

